

Comment détruire une paysannerie, ou l'agriculteur piégé

Didier Spire

Rédacteur en chef

C'est arrivé il y a quelques mois. Dans une petite région d'un État (Andhra Pradesh) du sud de l'Inde, près de Hyderabad, cent soixante-neuf paysans se sont suicidés en deux mois. On leur avait fait miroiter un développement et une prospérité certaine s'ils cultivaient le coton. Ils ont cru à cet « or blanc », mais la sécheresse, puis des pluies torrentielles et les insectes, enfin, ravageant leurs cultures, ont mis fin au beau rêve. Le surendettement lié aux investissements pour cette production nouvelle dans la région (machines, engrais, pesticides) et l'impossibilité de rembourser leur dette pour cause de mauvaise récolte ont conduit ces paysans à la désespérance et à la tragédie.

La nouvelle est parue sur quelques colonnes du *Monde**. Fait divers ? Accident ? Certes non. C'est un ensemble de structures politiques et sociales aussi bien que techniques qui doivent être considérées comme responsables.

Un agronome ne peut que se révolter devant un tel événement, exemple caricatural de ce qu'il ne faut pas faire... – et qui pourtant se produit constamment – et donner libre cours à sa rébellion intérieure, rébellion contre l'intolérable, rébellion contre l'absurdité.

Avant d'en rechercher les causes profondes, replaçons cette introduction d'une technologie nouvelle dans son contexte local.

Dans cette région, le taux d'analphabétisme reste très élevé (54 % pour les hommes et 68 % pour les femmes). L'eau potable est rare, l'électricité n'arrive que quelques heures par jour et aucun programme d'irrigation n'a été mis en place.

Par manque de formation, les agriculteurs gèrent mal une production, nouvelle pour eux, et sont totalement livrés à eux-mêmes. Seuls contacts : les représentants des firmes d'engrais et de pesticides qui,

bien entendu poussent à la consommation. Il n'y a pas de coopérative d'achat. En l'absence d'organisme de crédit public, les agriculteurs doivent emprunter à des taux élevés pour acheter ces produits et hypothéquer leur récolte à venir, dont les prix sont fixés par des particuliers, sans débat avec le producteur. Tous les éléments sont là, qui vont conduire à la catastrophe.

La tragédie de l'Andhra Pradesh est tout à fait représentative des difficultés d'une agriculture traditionnelle et des échecs de nouvelles technologies, appliquées trop vite, sans réflexion, dans une campagne non préparée. Mais il faut rechercher plus loin les véritables causes et les responsabilités. J'accuse tout à la fois :

- les programmes technico-scientifiques qui manquent souvent de la pluridisciplinarité nécessaire et ne s'appuient pas assez sur les besoins ressentis par les paysans ;
- le manque de formation au Sud et l'absence d'informations techniques ; il faut développer des écoles de formateurs, des processus d'information adaptée et des formations collectives de paysans ;
- les incompétences des responsables politiques et économiques régionaux et nationaux qui privilégient leurs intérêts plutôt que ceux du pauvre et malheureux agriculteur ;
- enfin et surtout les acteurs de la mondialisation pour qui l'argent devient une fin en soi, un système auquel sont soumis tous les autres champs de la vie sociale.

Constatons tout d'abord que, même dans un pays où la « révolution verte » a pu accroître la production alimentaire nationale au point d'exporter des céréales, les disparités peuvent être telles que dans certaines régions, des résultats agricoles médiocres peuvent engendrer des situations catastrophiques. Les chiffres globaux nationaux cachent donc bien souvent des inégalités importantes : des populations entières qui n'auraient pas été touchées par les améliorations, des nouvelles richesses qui auraient été acquises par les plus riches seulement, et bien souvent aux dépens des plus pauvres, incapables d'assimiler ou

D. Spire : INRA, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles, France.

* *Le Monde*, Françoise Chipaux, 27 février 1998.

d'intégrer financièrement les nouveaux concepts et techniques proposés.

Un certain nombre de principes, fondamentaux, devraient être pris en compte par tous ceux qui, agronomes, économistes ou politiques, approchent les problèmes ruraux.

Et d'abord des principes concernant la conduite des innovations. Il faut faire remarquer que toute tentative brutale de changement des valeurs d'une société exclusivement traditionnelle peut non seulement échouer dans ses buts recherchés, mais encore, plus gravement, déstructurer ses dynamiques et l'empêcher de trouver, en toute liberté, les voies de son propre développement. Il est nécessaire, avant tout projet, de vérifier si le groupement concerné est capable d'absorber les transformations proposées et quelle est sa capacité d'adaptation face aux changements suggérés.

L'innovation doit d'abord permettre de résister aux crises, même si la productivité n'est pas élevée. Ce n'est pas un objectif de profit maximal qui est à rechercher mais une amélioration prenant en compte les risques.

Dans cet esprit, chaque région, chaque ensemble agricole, chaque terroir doit être considéré comme ayant sa personnalité propre.

« Comme si tous les pays se ressemblaient ! Comme si l'on pouvait faire abstraction de leurs histoires respectives, de la différence de leurs ressources naturelles, de leurs traditions, de leurs croyances, de leur mode de vie ! Comme si l'on pouvait ignorer l'infinie diversité des trajectoires individuelles, du contexte social, économique, culturel dans lequel chacun a grandi, des idées qui lui ont été transmises ! » s'exclamaient récemment et très justement Federico Mayor, Directeur général de l'Unesco, à propos de la diversité culturelle. Cela est vrai aussi dans le domaine rural : quelles que soient les nouveautés scientifiques et techniques que l'on propose, les rapports sociaux qui se sont tissés depuis des siècles à la campagne doivent être à la base de toute tentative nouvelle.

Certes, il faut innover, améliorer sans cesse, mais sur une base socioterritoriale et pas seulement technique. On peut affirmer que la plupart des causes des nouvelles difficultés auxquelles le monde rural est confronté sont issues d'un effacement du social en tant que donnée décisive de la production agricole. Lorsque les innovations amènent de nouvelles contraintes, amplifiant les risques, un seuil de rupture est atteint qui conduit à l'instabilité actuelle.

Il est évident que dans l'exemple pris en Inde, les contraintes étaient considérables

et la société non préparée à adopter une technique proposée de l'extérieur et non intériorisée. Or, toute technique est le produit d'une société donnée, d'une certaine culture à un moment précis de son histoire. C'est le résultat d'un processus d'innovation particulier. Il y avait donc peu de chances pour que la production cotonnière nouvelle soit adaptée telle quelle à une société très différente de celle qui l'a conçue. Il eut fallu penser cela avant le début de cette opération « or blanc » et privilégier une réflexion préalable et surtout globale.

Une innovation ne va jamais seule. Elle en implique d'autres, en aval et en amont. Limitée à un seul domaine (ici le processus de production du coton), c'est l'échec, car c'est de manière liée que se déploient les techniques nouvelles, les innovations sociales et les changements de mentalité.

Ce qui a manqué, dès le départ de cette opération de développement cotonnière comme pour bien d'autres opérations, c'est un critère essentiel : **l'autonomie**.

« Être autonome, disait le philosophe Cornelius Castoriadis, cela veut dire qu'on pose des questions et qu'on n'accepte aucune autorité, pas même l'autorité de sa pensée antérieure. » On peut distinguer deux sortes d'autonomies : l'autonomie collective, quand les hommes créent leurs propres institutions en toute connaissance de cause, en toute lucidité, après un débat collectif et, l'autonomie individuelle, celle où l'individu n'agit, autant que possible, qu'après réflexion et délibération.

« Une société autonome, ajoute Castoriadis, ne peut être formée que par des individus autonomes, et des individus autonomes ne peuvent exister que dans une société autonome. »

Au fond de la campagne des Indes, les individus à qui on avait fait miroiter l'argent du coton étaient-ils autonomes ? Avaient-ils les éléments de réponse lorsqu'on leur avait soumis le nouveau projet ? La société à laquelle ils appartenaient était-elle autonome, par rapport à un projet commandité de l'extérieur et correspondant à des vues commerciales de grandes firmes ? La réponse est non.

Non seulement il est indispensable que les politiques de développement rural soient appliquées avec la participation active et volontaire des agriculteurs, et après une consultation préalable des bénéficiaires potentiels, mais encore faut-il que ceux-ci puissent donner leur réponse en toute connaissance de cause.

L'absence de structures organisées de vulgarisation, de formation auprès des agriculteurs, l'insuffisant contrôle des intermé-

diaires, la non-intervention de l'État vis-à-vis du marché, l'absence de politique nationale ou régionale auront contribué fortement au manque d'autonomie et donc aux drames que l'on rencontre dans ces régions.

Les dirigeants, nationaux et régionaux ont donc une forte part de responsabilité dans l'échec des projets. On ne peut lancer une opération d'envergure sans penser transports, approvisionnement en intrants, irrigation, crédit et vulgarisation technique. Cela est du rôle de l'État. Mais on assiste partout à un désengagement des États, laissant la place à des initiatives privées dont le seul but est l'enrichissement maximal dans le cadre de la mondialisation.

Ce système possède les moyens de créer de la richesse, mais c'est en même temps un superbe instrument à créer de la pauvreté : il détruit les systèmes de production les plus faibles, modèle l'organisation de la production selon ses objectifs propres ce qui se traduit, entre autres choses, par des stratégies d'intégration et d'exclusion pour fabriquer des nouvelles richesses sans se soucier de provoquer par la même occasion la mort de producteurs, de terroirs, voire de régions entières.

Le Sud a des besoins vitaux évidents. Si les techniques se développaient prioritairement en vue de les satisfaire, elles seraient sûrement différentes de ce qu'elles sont. Les priorités seraient affectées aux urgences permettant d'améliorer les techniques de subsistance, de mettre au point des formes adaptées d'énergie, de gérer l'eau, le sol, etc.

Mais la mondialisation soutient les techniques, non pour aider des populations à se nourrir, mais pour récupérer des clients potentiels. Elle se nourrit de la marchandisation de l'homme. Les systèmes productifs et les échanges s'organisent alors de plus en plus en fonction d'intrants, d'équipements techniques, de débouchés, de règles de compétitivité. Dans ce contexte, les conditions particulières de chaque pays, région ou terroir ne sont plus guère prises en compte. Elles sont vécues comme des variables subsidiaires à éliminer le plus possible dans la recherche d'une homogénéité. La mondialisation a pour conséquence une fragilisation accrue. Enfin, elle correspond à une perte du sens des valeurs des sociétés humaines. Plus aucune vertu hors de l'efficacité marchande. L'humanité, plus riche que jamais, accepte qu'un milliard de siens s'enfoncent dans la misère. Une société où le fort écrase les plus faibles se rapproche d'une société animale. Le suicide des 169 paysans indiens est là pour nous le rappeler ■